

[Text]

efforts have been completed, if either party is dissatisfied with the result, recourse can be had to the Courts.

Senator Doyle: I have taken the discussion off track, and for that I apologize. I have no further questions, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Senator Doyle.

Minister, I have a question by way of clarification. I assume that paragraph (d) of Clause 62(1) would cover crown corporations and subsidiaries of crown corporations.

Mr. Hnatyshyn: Yes.

The Chairman: And subsidiaries, also?

Mr. Hnatyshyn: That is in the law now, Madam Chairman.

The Chairman: So, there is no change in that respect?

Mr. Hnatyshyn: There is no change. As I indicated earlier, "federal institutions" includes crown corporations, subsidiaries of crown corporations and federal agencies.

The Chairman: And I presume that, as a cabinet minister, you would be excluded, given that you are a Member of Parliament first.

Mr. Hnatyshyn: You are asking whether I would be excluded?

The Chairman: Yes, as a cabinet minister.

Mr. Hnatyshyn: Cabinet ministers have no protection, except under the game laws of the respective provinces.

The Chairman: They are out of season right now.

Mr. Hnatyshyn: That is right. I do have the protection afforded Members of Parliament generally.

The Chairman: The next questioner will be Senator DeBané.

Senator DeBané: My first question has to do with a matter of translation. I am wondering whether either you or one of your advisors can explain to me why there is a reluctance to use the word "communauté" as the appropriate translation for the word "community".

Why has "community" been translated as "collectivité".

I have spoken with some of the translators employed by the Secretary of State, and they tell me that they, too, would have preferred the word "communauté" over "collectivité".

Mr. Hnatyshyn: Before inviting Mr. Bisailon to give you the full explanation, let me point out that legislation is now drafted in both official languages. No longer do we draft legislation in English and then translate it literally into French. As one can appreciate, invariably something is lost in the translation.

The provisions are drafted in the respective languages, with the only criterion being that we are satisfied that the English and French versions have the same legal meaning.

A consequence of that is that there is not a literal translation from English into French. Oftentimes, the French version of a

[Traduction]

d'une fonction s'apparentant à celle d'un protecteur du citoyen a accompli tous les efforts, les parties peuvent, si elles ne sont pas satisfaites du résultat, s'adresser aux tribunaux.

Le sénateur Doyle: J'ai fait dévier la discussion et je m'en excuse. Je n'ai pas d'autres questions, madame la présidente.

La présidente: Merci, monsieur le sénateur Doyle.

Monsieur le ministre, j'ai une question à poser, à titre d'éclaircissement. Je suppose que l'alinéa d) de l'article 62(1) vise les sociétés d'État et leurs filiales.

M. Hnatyshyn: Oui.

La présidente: Et leurs filiales?

M. Hnatyshyn: La loi prévoit cela actuellement, madame la présidente.

La présidente: Donc, il n'y a pas de changement à cet égard?

M. Hnatyshyn: Aucun changement. Comme je l'ai dit précédemment, l'expression «institution fédérale» comprend les sociétés d'État, leurs filiales et les organismes fédéraux.

La présidente: Et je suppose qu'en tant que ministre, vous seriez exempté de cette disposition, étant donné que vous êtes d'abord député.

M. Hnatyshyn: Vous me demandez si j'en serais exempté?

La présidente: Oui, en tant que ministre.

M. Hnatyshyn: Les ministres du cabinet n'ont aucune protection, sauf celle que leur accorde les lois de la chasse dans leurs provinces respectives.

La présidente: Ce n'est pas la saison actuellement.

M. Hnatyshyn: C'est exact. J'ai effectivement la protection accordée aux députés en général.

La présidente: La parole est maintenant au sénateur DeBané.

Le sénateur DeBané: Ma première question concerne la traduction. Vous ou l'un de vos conseillers pourrait-il m'expliquer pourquoi on hésite à employer le mot «communauté» pour traduire le mot «community»?

Pourquoi a-t-on traduit «community» par «collectivité»?

J'ai parlé à des traducteurs du secrétariat d'État qui m'ont dit qu'ils auraient préféré, eux aussi, le mot «communauté» au lieu du mot «collectivité».

M. Hnatyshyn: Avant d'inviter M. Bisailon à vous donner une explication complète, permettez-moi de souligner que les lois sont maintenant rédigées dans les deux langues officielles. On ne rédige plus les lois en anglais pour ensuite les traduire littéralement en français. On comprendra qu'il y a toujours quelque chose qui se perd dans une traduction.

Les articles sont rédigés dans l'une et l'autre langue, le seul critère étant qu'on doit s'assurer que les versions anglaises et françaises ont le même sens du point de vue juridique.

En conséquence, il n'y a pas de traduction littérale de l'anglais au français. Souvent, la version française d'une dispo-